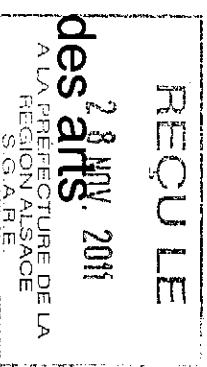


Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts



Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 016-2011

Séance du : 22 novembre 2011
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 3 membres
Absents excusés : 12 sans procuration de vote
Absents non excusés : 4 sans procuration de vote

3^e point de l'ordre du jour : règles de passation des contrats, conventions, marchés et transactions du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

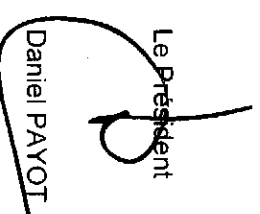
Le Conseil, après en avoir délibéré

- approuve les conditions générales de passation des marchés publics et la nomenclature jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- donne délégation au directeur du Pôle pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de l'établissement conformément auxdites règles générales de passation des marchés publics, approuvées par le présent conseil.
- autorise le directeur à signer des contrats, conventions et transactions d'une durée inférieure ou égale à un an, ainsi que ceux dont les montants financiers engagés sont inférieurs à 5 000€ HT et dont la période d'exécution est inférieure ou égale à un an.

Vote

Votants	:	3
Pour	:	3
Contre	:	0
Abstention	:	0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 016- 2011du 15 novembre 2011

Objet : Règles de passation des contrats, conventions, marchés et transactions du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Exposé des motifs

L'article 12 des statuts du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts prévoit que :
« *le conseil d'administration délibère [...], notamment sur [...] les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés* ».

Il précise que le conseil d'administration « *détermine notamment les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation* ».

Ainsi les statuts offrent-ils la possibilité au conseil de déléguer la passation de contrats, conventions, marchés et transactions au directeur du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, pour permettre à l'établissement de fonctionner de manière souple et adaptée à ses besoins. Cette souplesse est bien entendu encadrée par le respect de la réglementation en vigueur, en particulier le Code des marchés publics, d'une part, et l'information régulière au conseil d'administration des décisions prises en application de cette délégation, d'autre part.

Marchés publics

S'agissant des marchés publics – lesquels régissent l'achat des collectivités publiques dès le premier euro dépensé, il est donc proposé au pouvoir adjudicateur l'adoption des conditions générales suivantes :

1) Délégation

Délégation est donnée par le conseil au directeur de l'établissement pour la passation de tous les marchés et l'ensemble des actes qui y sont relatifs, à l'exclusion de ceux relevant de la compétence de la commission d'appel d'offres. Le directeur peut, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, déléguer sa signature aux directeurs adjoints, à l'administratrice générale et son adjoint en ses matières. Le directeur rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil d'administration, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

2) Nomenclature

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts doit arrêter la nomenclature des achats publics qu'il sera amené à passer. Cette nomenclature – ou codification - fixe les articles - ou familles d'achat - au regard desquels les seuils applicables aux marchés publics devront être respectés, permettant ainsi de déterminer, pour chaque achat, la procédure de passation de marché applicable.

Celle-ci a été travaillée sur le fondement des marchés actuellement passées par les Villes de Mulhouse et Strasbourg pour le compte du Pôle et jointe en annexe.

3) Règles de passation des marchés publics à procédure adaptée

La plupart des marchés que passera le Pôle sont, en vertu de l'article 28 du Code des marchés publics, des marchés à procédure adaptée (MAPA). Pour mémoire, il est rappelé que constituent des MAPA les marchés dont les montants, à la date du 15 novembre 2011, sont inférieurs aux seuils définis par l'article 26, II du Code des marchés publics.

Si le code des marchés publics prévoit que chaque collectivité est libre, pour ces marchés, de déterminer le formalisme dont elle souhaite s'entourer, les principes fondamentaux de la commande publique doivent néanmoins toujours être respectés, à savoir la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement entre les candidats et la transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

Aussi est-il proposé que le Pôle se dote de procédures internes propres à garantir le respect de ces principes et à même de lui apporter la souplesse permise et recherchée du fait de son autonomie. Les règles internes de passation des marchés publics à procédure adaptée sont présentées en annexe de la présente délibération et consistent pour l'essentiel en la définition de modalités de publicité et de mise en concurrence adaptées aux montants des marchés, sans préjudice de leurs autres caractéristiques.

4) Désignation de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

- Commission d'appel d'offres

L'article 22 du code des marchés publics dispose que pour les collectivités sont constituées une ou plusieurs commissions d'appel d'offres à caractère permanent.

Pour les EPCC, les commissions d'appel d'offres sont composées des membres suivants : le Président ou son représentant qui agit en président, et deux membres au minimum de l'organe délibérant et désigné par celui-ci, et quatre au maximum.

Par ailleurs, il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

- Commission consultative des marchés

Les bâtiments des trois sites d'enseignement du Pôle restant propriété des villes, qui assureront les travaux nécessaires sur le bâti, il est peu probable que le Pôle ait à passer des marchés de travaux, a fortiori nécessitant la réunion de la commission d'appel d'offres.

De plus, les montants réunis des marchés de fournitures et services actuellement passés par les trois sites laissent à penser que les cas où l'attribution par la commission d'appel d'offres seront limités. Aussi est-il proposé de créer une instance consultative propre à l'EPCC composée des mêmes membres titulaires et suppléants que ceux de la CAO, qui, se réunissant sans condition de quorum mais en la présence indispensable de son président, donnerait son avis sur l'attribution des marchés d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxe, c'est-à-dire d'un montant significatif mais inférieur aux seuils rendant obligatoires une attribution des marchés par la CAO (procédures formalisées).

Autres contrats, conventions et transactions

S'agissant des autres types de contrat, conventions et transactions, il est proposé, pour garantir une rapidité des décisions et une sollicitation du conseil sur les projets stratégiques de développement de l'EPCC, que le conseil autorise le directeur à signer les contrats, conventions et transactions :

- d'une durée d'application inférieure ou égale à un an ;
- dont les montants financiers engagés sont inférieurs à 5 000 € HT et dont la période d'exécution est inférieure ou égale à un an.

Le Directeur peut déléguer sa signature en ces matières aux directeurs adjoints, à l'administratrice générale et à son adjoint.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré,

vu l'article 22 du code des marchés publics
vu les articles L. 1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

- approuve les conditions générales de passation des marchés publics et la nomenclature jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- donne délégation au directeur du Pôle pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de l'établissement conformément auxdites règles générales de passation des marchés publics, approuvées par le présent conseil,
- désigne :
 - o en tant que membres titulaires de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés du Pôle :
 - M.
 - M.
 - M.
 - M.
 - o en tant que membres suppléants de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative du Pôle :
 - M.
 - M.
 - M.
 - M.
- autorise le directeur à signer les contrats, conventions et transactions d'une durée inférieure ou égale à un an, ainsi que ceux dont les montants financiers engagés sont inférieurs à 5 000 € HT et dont la période d'exécution est inférieure ou égale à un an.